



Déclaration adoptée par le Conseil National d'Ensemble ! le 23 septembre 2018

Où en est le pouvoir ? « *Le poisson pourrit par la tête* »

Depuis l'été 2018, le pouvoir d'Emmanuel Macron subit une série de revers qui affaiblissent son système de domination. La Présidence « Macron » représente une mutation brutale qui s'appuie à la fois sur les institutions autoritaires de la 5ème République et sur les politiques libérales des gouvernements précédents (Sarkozy/Hollande). Le système Macron exacerbe l'hyperpersonnalisation du pouvoir, repose sur un réseau d'allégeances personnelles (LREM est une nébuleuse carriériste), voire une « bande » sans contrôle au sommet (affaire Benalla). Il en résulte une vulnérabilité en cas de défaillances imprévisibles des maillons de la chaîne. Cette défaillance met à nu la vérité du pouvoir, conduit à une perte de légitimité et de soutiens dans l'opinion publique. Elle peut encourager les mobilisations populaires, en partie entravées jusqu'ici par le sentiment de toute puissance du gouvernement. La question d'une alternative politique pourrait alors se poser. Mais il convient de rester prudent sur les rythmes, car l'alternative nécessite des progrès dans la mise en évidence d'une autre légitimité. En effet, aujourd'hui, une alternative unitaire de gauche n'existe pas.

Macron défend un véritable « projet de société », qu'il faut analyser. Il accentue ou finalise des tendances déjà à l'œuvre depuis longtemps :

- pousser jusqu'au bout la liquidation des statuts sociaux collectifs issus de l'histoire des luttes sociales (Code du travail, statuts publics, socialisation du salaire, services publics...).
- exacerber la mise en concurrence dite « *universelle* » des individus sur le marché de l'emploi, en la faisant passer pour une liberté.
- s'attaquer aux retraités.e.s, caractérisés.es comme peu utiles dans la société rêvée par les macronistes ; en attendant de s'attaquer au système de retraites dans sa globalité.
- valoriser une société méritocratique (les « *premiers de cordée* » contre ceux/celles qui « *ne sont rien* ») pour dynamiser l'envie de réussir, quitte à offrir un filet simplifié de ressources aux « *perdants* ».

- mobiliser l'imaginaire de l'équité plutôt que l'égalité, de l'universalité libérale, de la liberté créatrice entrepreneuriale, quitte à travestir certains mots de la gauche et à accepter la complexité et les contradictions (« *en même temps* »).
- chevaucher les aspirations sociétales (discours pro-écologie non suivi d'effets, voire pro-féministe) en les détachant de toute dynamique antilibérale ou anticapitaliste.
- opposer en Europe le libéralisme ordonné par un Etat fort (avec un sommet transnational centralisé) au nationalisme réactionnaire traditionnel ou modernisé (néo-extrêmes-droites racistes).

Macron pose donc un défi idéologique et culturel à la gauche, à la portée émancipatrice des luttes et au sens de l'action collective. Il est nécessaire de relever ce défi par un travail d'élaboration sur la société désirable, en rupture avec la guerre économique, l'inhumanité, la racialisation, la destruction des écosystèmes vivants (dont les êtres humains).

Pour un front commun d'action des forces politiques antilibérales

Il existe de nombreuses convergences entre les forces de gauche opposées au libéralisme, comme la séquence du printemps 2018 l'a montré dans le soutien aux luttes sur les services publics et notamment celle des cheminots. Mais cette convergence ne doit pas rester statique. Elle doit prendre une dimension de propositions politiques communes : quels services publics en Europe, comment agir contre le chômage, quelles contre-propositions sur les retraites, la Sécurité sociale, les migrants, l'écologie, etc. Un tel front commun sur des axes politiques aidera au rapprochement avec le mouvement syndical, et contribuera à affaiblir la légitimité et la volonté du macronisme à faire oublier le clivage gauche/droite.

Opposer à Macron et son monde une vision alternative

Les sociétés européennes sont partout en crise, malades de la désagrégation des liens sociaux laminés par l'ultralibéralisme et le « pur » capitalisme, du discrédit des traditions politiques et institutionnelles disqualifiées, de l'irruption de réflexes identitaires, racistes et sectaires à la place de la solidarité, de l'égalité, de l'ouverture, du pluralisme démocratique. Il convient d'alerter sur les menaces de droite extrême et de violences nourries par cette situation. Il convient aussi de travailler avec d'autres forces politiques, sociales, intellectuelles, à reconstruire un imaginaire émancipateur.

Les chantiers pourraient être :

- Défendre une alternative démocratique : une 6ème République démocratique, sociale et écologiste, basée sur la fin du régime présidentiel, une assemblée élue à la proportionnelle contrôlant l'exécutif, une auto-organisation démocratique sur les lieux de travail et de vie, posant la question du pouvoir populaire.... Une journée d'étude sera organisée sur ces questions, comme l'Assemblée générale d'Ensemble de décembre 2017 l'avait envisagé.

- Défendre une alternative sociale et écologique : place du travail, de la RTT, du salaire socialisé, des services publics, reconversion de la production, planification et transition écologiques.

- Dans tous ces domaines, la question de l'unité des forces qui s'opposent au libéralisme macronien sera déterminante. Ensemble ! se veut le mouvement qui défend les perspectives unitaires, que ses militant.es se retrouvent dans France Insoumise, le mouvement le plus en pointe actuellement, ou qu'ils et elles soient à l'extérieur de la FI.

Agir !

Prendre part au mouvement écologique.

Les derniers événements climatiques, la multiplication des pollutions font toucher du doigt très concrètement les dangers courus par l'humanité. La manière dont Hulot a démissionné pose la question de la difficulté à la défendre dans le cadre de la société existante. Les mobilisations du samedi 8 septembre ont vu la naissance en France d'une capacité de mobilisation sur les urgences climatiques et le type de société qui va avec. Ces mobilisations sont inédites : même si leur ampleur reste encore modeste au vu des enjeux, elles permettent le débat pour construire un mouvement social pluraliste et pérenne capable d'anticiper sur l'avenir à partir des urgences du présent (arrêt des hydrocarbures, reconversion du nucléaire, agriculture et industrie non productiviste, etc). Tout doit être fait pour que ce mouvement jeune s'enracine dans les syndicats, les associations, toutes les forces de gauche, afin de gagner la bataille de la transversalité des enjeux et articuler le social, l'économie, l'écologique.

Dans cette perspective, il est nécessaire de remporter des victoires partielles sur des sujets précis, par des campagnes ad hoc : interdiction du glyphosate sans délai, blocage du plan EDF sur les EPR, mobilisations sur les déchets, soutien à l'appel contre les pesticides, etc. Ensemble actualisera ses propositions écologiques dans un document public.

Combattre les contre-réformes antisociales

- assurance-chômage et pauvreté : Le calendrier du gouvernement semble faire coïncider la pauvreté et le chômage dans les dispositifs envisagés : intégration de l'ASS dans l'assurance-chômage, fusion de minima sociaux (« *Revenu universel d'activité* »), etc. Le Medef avance aussi vers un « *revenu universel* » pour s'extraire totalement du financement de la sécurité sociale, déjà bien entamé. Dans cette perspective, le but est de faire le tri entre les « bons » et les « mauvais » chômeurs devenus inemployables ou « tricheurs ». De même qu'il y aurait aussi des employeurs plus vertueux en matière de contrats précaires et à qui on délivrerait un « bonus » de cotisations (et un « malus » pour ceux qui exagèrent), alors que c'est tout le système économique qui organise la précarité de toutes les manières possibles. Il y a donc la nécessité d'opposer des contre-propositions, basées sur la socialisation des ressources et des droits. Il convient aussi de faire en sorte que ces contre-propositions deviennent visibles dans le débat public (initiatives publiques, par exemple avec des députés d'opposition de gauche).

Il est donc nécessaire de relancer, consolider et élargir le Collectif Unedic lancé par les associations de chômeurs. Il conviendrait d'assurer la présence forte des organisations syndicales, notamment en vue de la mobilisation du 1er décembre, déjà actée.

- Retraites : l'étalement relatif du calendrier gouvernemental (loi en juin 2019) permet d'anticiper l'action, mais sans perdre de temps. A court terme, le principal défi est d'ordre idéologique contre la logique frauduleuse « *un euro cotisé = un euro de revenu* », logique à 100% contributive et individualiste, à l'opposé des droits collectifs. Il convient aussi de réfléchir à la manière de répondre de manière offensive à l'argument de la complexité et « *l'inégalité* » des régimes actuels. Un bulletin d'Ensemble sera édité.

- Santé et conditions de travail : il y a l'enjeu du financement des hôpitaux, où il faut supprimer complètement la T2A, qui transforme les hôpitaux en entreprises rentables. Et l'enjeu des conditions de travail et leurs effets sur la santé, et la montée en puissance de la critique du travail en régime néolibéral, qui traverse le syndicalisme, la jeunesse et les associations.

- Impôt à la source : mener une campagne de dénonciation de cette mesure qui prépare la fusion de l'IR et de la CSG, afin d'accélérer encore la destruction du salaire socialisé dans le financement de la Sécurité sociale. De plus, la mesure s'accompagne de suppressions d'emplois dans le ministère des finances, alors qu'il conviendrait de les augmenter pour combattre la fraude fiscale.

Le mouvement des femmes pour l'égalité, contre les violences sexistes et sexuelles.

Une nouvelle initiative est née au mois de juillet : le mouvement NousToutes rassemblant les composantes du mouvement féministe, afin de préparer une grande manifestation à Paris le 24 novembre.

Poursuivre le travail de solidarité pour l'accueil des migrant-es

Ensemble ! défend « *la liberté de circulation* » et le mot d'ordre : « *Les réfugié-es sont les bienvenu-es* ». Nous nous référons au texte du CN d'Ensemble ! du 30 juin, adopté en complément au texte Europe. Nous soutenons le travail de coordination des collectifs de solidarité sur les frontières. Nous soutenons la mobilisation (à caractère européen) prévue le 8 novembre à Gap au moment du procès de 7 militant-es de la solidarité au passage des frontières (4 français, 2 suisses, 1 italienne) contre les provocations impunies de Génération identitaire. Une coordination interrégionale des collectifs d'Ensemble est nécessaire (06, 83, 13, 04, 38...).

Soutenir le mouvement antiraciste

Des initiatives sont en préparation visant à lier la bataille antilibérale et la bataille antiraciste, notamment dans les quartiers d'habitat populaire. Ensemble défend l'orientation de proposer à toutes les forces de gauche, politiques et sociales, une grande initiative antiraciste (meeting public...) et la constitution d'une coordination permanente.

Ensemble participe à la relance de la bataille sur le droit de vote des étrangers (collectif « *J'y suis, j'y vote* »).

Les moyens et les outils des mobilisations

Nous participons à la construction et au renforcement des outils de mobilisation collective, notamment les syndicats, les associations, les mouvements citoyens qui renouvellent l'action de masse et élargissent la participation populaire (Nuit Debout, manifestations du 5 mai 2018, du 8 septembre sur le climat, etc). Nous appuyons la mobilisation intersyndicale prévue le 9 octobre 2018.

Le Collectif Marée populaire (syndicats, associations, partis) représente un enjeu important pour l'avenir des mouvements de résistance populaire. Il s'agit de parvenir à faire débattre et agir conjointement le syndicalisme, les associations et les forces politiques de gauche. Et de montrer que les questions politiques ne sont pas l'apanage des seuls partis, que les luttes sociales ont aussi une portée politique tout en restant indépendantes. Néanmoins, cette jonction sociale et politique est complexe, potentiellement conflictuelle, et donc très fragile, comme en témoignent les lendemains du 26 mai 2018 qui a été une première étape. Il convient d'écarter toute attitude de mise au pied du mur, et de privilégier le débat, quitte à prendre du temps dans une perspective de longue haleine. En aucun cas, il ne faut opposer l'unité syndicale, dont la nécessité s'impose impérativement, à une forme d'union intégrant les partis politiques. Le mouvement syndical, malgré ses diversités et les tensions qui le traversent, sera d'autant plus enclin à accepter un travail commun avec les forces politiques de gauche si celles-ci s'entendent également sur des objectifs communs. Nous pourrions proposer que le collectif se dote d'un nouveau nom.